

LES ENJEUX DE RESPONSABILITÉ ASSOCIÉS À LA DÉGRADATION DE LA QUALITÉ DE L'AIR INTÉRIEUR

Atmos'fair – 25 septembre 2013

1

**Carine Le Roy-Gleizes
Avocat, Associée**

INTRODUCTION

- Constat :
 - ❖ obligations liées à la qualité de l'air intérieur en augmentation croissante
- Champ de l'intervention :
 - ❖ Domaines où les polluants ne sont pas connus (amiantes, plomb, etc.)
 - ❖ Selon les types d'acteurs :
 - Obligations
 - Responsabilités envisageables

SOMMAIRE

- I. Les propriétaires ou exploitants d'établissements recevant du public
- II. Les fabricants de produits de construction et d'ameublement et les distributeurs
- III. Les propriétaires de logement
- IV. Les employeurs

I. LES PROPRIÉTAIRES OU EXPLOITANTS DES ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

A. Les obligations

- Effectuer une surveillance sur la qualité de l'air intérieur dans leurs locaux, à leur frais (L. 221-8 du C. env.)
- Mener une expertise, lorsqu'un polluant dépasse les valeurs fixées, à la fois nécessaire pour identifier les causes de la présence de pollution et pour fournir les éléments importants au choix de mesures correctives pérennes et adaptées à la pollution (R. 221-36 du C. env.)

B. Les responsabilités envisageables

- **Responsabilité administrative pour les SPA :
Défaut d'entretien normal d'un ouvrage public ?**
 - ❖ **Vice de l'ouvrage** (ex : immeuble conçu sans permettre une ventilation suffisante) ou **entretien insuffisant** de l'ouvrage (ex : non-exécution de travaux nécessaires pour améliorer la qualité de l'air intérieur)
- **Responsabilité civile pour les SPIC : Faute ou négligence (1382 / 1383 C. civ.) ?**
 - ❖ Faute ou négligence
- Dans tous les cas : Dommage + lien de causalité

II. LES FABRICANTS DE PRODUITS DE CONSTRUCTION ET D'AMEUBLEMENT ET LES DISTRIBUTEURS

A. Les obligations

- Les **produits** et les services doivent, dans des conditions normales d'utilisation ou dans d'autres conditions raisonnablement prévisibles par le professionnel, **présenter la sécurité à laquelle on peut légitimement s'attendre et ne pas porter atteinte à la santé des personnes** (L. 221-1 du C. cons.)
- Les **produits de construction et d'ameublement** ne peuvent être mis sur le marché que s'ils sont accompagnés d'une **étiquette indiquant les caractéristiques d'émission en polluants volatils du produit** une fois incorporé dans l'ouvrage ou appliqué sur une surface (R. 221-24 du C. env.)

B. Les responsabilités envisageables

- Producteur et distributeur :
 - **responsabilité pour faute (1382 et 1383 C. civ.) ?**
 - ❖ Faute ou négligence à obligation de sécurité / d'information
 - **responsabilité des produits défectueux (1386-1 C. civ.) ?**
 - ❖ Défaut de sécurité du produit : sécurité à laquelle on peut légitimement s'attendre (ex : informations insuffisantes sur l'emballage)
- Vendeur :
 - **responsabilité des vices cachés (1641 C. civ.) ?**
 - ❖ Vice : défaut qui empêche ou diminue l'usage pour lequel l'acquéreur a acheté le bien (ex : immeuble pollué rendant impropre à la construction)
 - ❖ Vice caché : antérieur à la vente
 - ❖ Délai 2 ans après la découverte du vice caché
- Dans tous les cas : Lien de causalité + dommage

III. LES PROPRIÉTAIRES DE LOGEMENTS

A. Les obligations

- Les logements doivent bénéficier d'un renouvellement de l'air et d'une évacuation des émanations tels que les taux de pollution de l'air intérieur du local ne constituent aucun danger pour la santé et que puissent être évitées les condensations, sauf de façon passagère (R. 111-9 C. de la constr. et de l'hab.)
- L'arrêté du 24 mars 1982, modifié par celui du 28 oct. 1983, précise qu'il s'agit d'une obligation d'aération générale et permanente

B. Les responsabilités envisageables

○ **Responsabilité pour faute (1382 C. civ.) ?**

- ❖ Manquement à une obligation de sécurité : dispositif d'ouverture et de ventilation insuffisant

○ **Responsabilité pour trouble anormal du voisinage ?**

- ❖ Trouble excédant les inconvénients normaux du voisinage

○ **Responsabilité du fait des choses (1384 § 1 C. civ.) ?**

- ❖ La chose peut être une pollution de l'air intérieur
- ❖ Gardien : pouvoir d'usage, de contrôle et de direction

○ **Responsabilité au titre du contrat de bail (1719 C. civ.) ?**

- ❖ Obligation du propriétaire : jouissance paisible des lieux

○ Dans tous les cas : Lien de causalité + dommage

IV. LES EMPLOYEURS

A. Les obligations

- Le maître d'ouvrage **conçoit et réalise les bâtiments** et leurs aménagements de façon à ce que les locaux fermés dans lesquels les travailleurs sont appelés à séjourner soient conformes aux règles d'aération et d'assainissement prévues aux articles R. 4222-1 à R. 4222-17 (R. 4212-1 C. trav.)
- En application de l'article L. 4121-1 C. trav. selon lequel « *l'employeur prend les **mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs*** », l'article R. 4222-1 C. trav. énonce que « *dans les locaux fermés où les travailleurs sont appelés à séjourner, **l'air est renouvelé de façon à : 1° Maintenir un état de pureté de l'atmosphère propre à préserver la santé des travailleurs*** » .

B. Les responsabilités envisageables

○ **Responsabilité pour faute inexcusable?**

- ❖ Manquement à l'obligation de sécurité de résultat : dans la conception des locaux de travail et les conditions de travail
- ❖ Dommage + lien de causalité

PROPOS SUR LES RESPONSABILITÉS PÉNALES

- **Les sanctions pénales pouvant s'appliquer :**
 - ❖ L. 213-1 C. cons. : sanction pénale pour tromperie sur un produit
 - ❖ L. 121-3 Code Pénal : manquement à obligation de prudence ou sécurité
 - ❖ L. 223-1 Code Pénal : exposer directement autrui à un risque immédiat de mort ou de blessures

LES RECOMMANDATIONS

- **Surveiller les évolutions réglementaires et s'y adapter**
- **Etre en mesure de démontrer**
 - Le respect de la réglementation
 - La mise en œuvre de toutes les mesures disponibles au regard des connaissances scientifiques du moment

MERCI POUR VOTRE ATTENTION

Carine Le Roy-Gleizes – *Avocat Associée*
Département Environnement & Développement
Durable

Winston & Strawn LLP

Tel : 01 53 64 82 82

Email : cgleizes@winston.com